ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 1er juillet 1981, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "interprétant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie", a donné le 6 juillet 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1ste juli 1981 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot uitlegging van het koninklijk besluit n° 175 van 13 juni 1935 houdende oprichting van een herdiscontering- en waarborginstituut", heeft de 6e juli 1981 het volgend advies gegeven :

L'avant-projet de loi sur lequel l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, a été demandé, a pour objet d'interpréter l'article ler, alinéa ler, de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 créant un Institut de réescompte et de garantie, "en ce sens qu'il donne à l'Institut la faculté d'intervenir au bénéfice de l'ensemble ou de certaines catégories de déposants ou de détenteurs d'obligations ou de bons de caisse afin de pallier, en tout ou en partie, les conséquences de la défaillance d'une banque ou d'une caisse d'épargne privée".

L'exposé des motifs ne cache pas que l'avant-projet est en relation avec "une décision judiciaire récente ... (qui) a mis en doute que celui-ci (l'I.R.G.) ait légalement le droit d'intervenir au bénéfice des déposants". Il insiste sur l'urgence qu'il y a à ne pas laisser subsister l'incertitude créée par cette décision "avec tous les risques de méfiance qui y sont liés". Il ajoute qu' "il n'est pas davantage possible que l'action de l'Institut se trouve paralysée,

car rien n'exclut qu'elle pourrait se révéler à nouveau nécessaire".

Les précisions suivantes ressortent des renseignements fournis au Conseil d'Etat.

1. La décision judiciaire à laquelle l'exposé des motifs fait allusion est un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 27 janvier 1981, rendu de l'avis contraire du ministère public.

2. Cet arrêt n'a été signifié que récemment, de sorte que le délai dont dispose l'I.R.G. pour se pourvoir en cassation (Code judiciaire, article 1073) est toujours en cours.

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Suivant l'exposé des motifs de la loi du 7 juillet 1865 qui abroge les articles 23, 24 et 25 de la loi du 4 août 1832 sur l'organisation judiciaire et les remplace par des dispositions nouvelles (1) :

.../...

---

(1) Cette loi a été abrogée par l'article ler, § ler, 42°, des dispositions relatives à l'organisation judiciaire contenues à l'article 2 de l'annexe au Code judiciaire. Celui-ci en a cependant reproduit entièrement les règles, sous réserve des quelques "retouches" qu'évoque le rapport du Commissaire royal, M. Charles Van Reepinghen (Pasinomie, Code judiciaire, 1967, p. 468).

"Le remède extrême de l'interprétation par le pouvoir législatif sera désormais réservé pour le cas où l'obscurité de la loi sera bien reconnue, où le dissentiment entre la Cour de cassation, d'une part, et les cours et les tribunaux d'autre part, portera sur un point d'une gravité telle, qu'il conviendra de le faire cesser de suite; et, dans ce cas encore, le pouvoir législatif doit rester libre de déclarer le sens de la loi ou de déclarer qu'il n'y a point lieu à interprétation (1).

Bien que la Cour de cassation n'ait pas été saisie jusqu'à présent de la question de droit soulevée par le litige qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 27 janvier 1981 - circonstance qui appelle l'observation qui sera faite ci-après (III) - l'interprétation donnée par cet arrêt aux articles 1er et 4 de l'arrêté royal n° 175 est néanmoins venue créer un doute sérieux quant à la portée de ces dispositions que le premier juge et le ministère public devant la Cour avaient interprétées à l'opposé, c'est-à-dire de la même façon que l'avant-projet (2).

La gravité des conséquences de la thèse de l'arrêt n'est, par ailleurs, pas niable.

Il y a donc, en principe, matière à interprétation authentique, par le législateur, des articles 1er et 4 de l'arrêté royal n° 175, sur base de l'article 28 de la Constitution.

.../...

---

(1) Cité par THONISSEN, "La Constitution belge annotée", 2e éd., article 28, n° 161, p. 116.

(2) C'est le cas-type prévu par la doctrine : "L'attention du législateur sera le plus souvent appelée sur pareil texte par un procès qui aura mis en évidence (le) caractère douteux ou équivoque de la loi à interpréter" (ERRERA, Traité de droit public belge, n° 76, p. 121).

II. Ainsi que le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis sur le projet de loi spéciale des régions et des communautés à propos du droit d'interprétation que l'article 16 de ce projet entendait accorder aux Conseils des Communautés et aux Conseils des Régions :

> "La Constitution n'a reconnu un tel droit d'interprétation qu'au législateur national, pour les "lois" faites par lui" (1).

Le Gouvernement a écarté cette objection par les considérations suivantes :

> "Il ne s'agit que d'une application de l'adage latin "ejus est interpretari cujus est condere". Cet adage a d'ailleurs été confirmé par deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 14 mars 1946 (Pas. 1946, I, 104) et l'autre du 10 janvier 1949 (Pas. 1949, I, 21). Aux termes du premier de ces arrêts, le pouvoir exécutif (est compétent pour interpréter ses arrêtés, et aux termes du second, le Roi peut donner une interprétation obligatoire à ses arrêtés qui ont force de loi" (2).

Sans qu'il soit nécessaire d'analyser la portée des arrêts invoqués, dont le deuxième ne se rapporte en tous cas pas à l'interprétation d'un arrêté réglementaire, on retiendra que, pour le Gouvernement - et pour le Constituant, puisque le pouvoir d'interpréter les décrets a été reconnu appartenir au décret par la disposition constitutionnelle du 17 juillet 1980 devenue l'article 28, alinéa 2 - comme pour le Conseil d'Etat,

.../...

---

(1) Sénat, S.E. 1979, doc. n° 261/1, annexe I, p. 17.

(2) Sénat, S.E. 1979, doc. n° 261/1, p. 11.

le pouvoir d'interprétation trouve l'une de ses justifications dans le fait que l'auteur d'un texte est le mieux - et peut-être le seul - qualifié pour interpréter celui-ci (1).

La question se pose dès lors si l'on peut considérer comme conforme à l'article 28 de la Constitution que le législateur interprète un acte du pouvoir exécutif, en particulier lorsque, comme en l'espèce, cet acte a été pris sur base de pouvoirs spéciaux attribués au Roi.

Trois ordres de réflexions commandent la réponse à cette question :

a) Le pouvoir législatif s'exerce en toutes matières, sauf celles que la Constitution réserve aux autres pouvoirs (2).

.../...

---

(1) On observera tout de même que les arrêts cités par le Gouvernement sont isolés. Selon la plupart des auteurs et la jurisprudence dominante, lorsque le texte émane d'une autorité dont les actes sont soumis au contrôle de légalité du juge (Constitution, article 107), le recours à l'interprétation de cet acte par voie d'autorité est en principe exclu, car il apporterait une restriction au pouvoir du juge (voir notamment PANDECTES BELGES, V° Interprétation des actes administratifs; Cass. 21 décembre 1850, Pas. 1851, I, 278; Cass. 28 janvier 1867, Pas. 1867, I, 211; Cass. 21 février 1870, Pas. 1870, I, 249; Cass. 3 mars 1977, et surtout les conclusions de M. l'Avocat général VELU, avec les références citées, Pas. 1977, I, 701). La difficulté vient, en l'espèce, de ce qu'un arrêté de pouvoirs spéciaux est largement soustrait au contrôle du juge.

(2) Par pouvoir législatif, on entend ici le pouvoir "décrétal" aussi bien que le pouvoir législatif national, mais, en l'espèce, toute compétence des Communautés ou des Régions est hors de cause.

Il ne fait aucun doute que la création de l'Institut de Réescompte et de Garantie était au pouvoir du législateur et qu'elle n'eût pas été au pouvoir du Roi sans l'habilitation contenue dans la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques, modifiée et prorogée par les lois du 7 décembre 1934, du 15 mars 1935 et du 30 mars 1935.

Depuis que les pouvoirs détenus par le Roi, en vertu de ces dernières lois, sont venus à expiration, et sauf habilitation nouvelle, seul le législateur a le pouvoir de modifier l'arrêté royal n° 175.

b) Dans les limites fixées par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il est permis au législateur de donner un effet rétroactif aux lois qu'il adopte. Dans une large mesure, une loi assortie d'un tel effet rétroactif a les mêmes conséquences qu'une loi interprétative sur les litiges non encore tranchés lors de sa publication par une décision juridictionnelle définitive. Le législateur pourrait donc modifier avec effet rétroactif l'arrêté royal n° 175 au lieu d'interpréter celui-ci, l'une et l'autre de ces solutions pouvant avoir les mêmes conséquences si le législateur le veut ainsi (1).

.../...

---

(1) Voir notamment, Cass. 21 janvier 1935, Pas. 1935, I, 122; Cass. 11 décembre 1953, Pas. 1954, I, 296; Cass. 26 mars 1954, Pas. 1954, I, 633; Cass. 2 janvier 1959, Pas. 1959, I, 434; ROUBIER, Le droit transitoire, p. 287.

c) Comment se justifierait-il qu'on ne puisse recourir au "remède extrême de l'interprétation" pour la seule raison que la disposition à interpréter serait de nature réglementaire tout en ayant force de loi ? Telle serait pourtant la conséquence d'une application littérale de l'adage "ejus est interpretari cujus est condere", puisque le législateur ne pourrait interpréter l'acte du Roi, qui ne le pourrait pas davantage, en tous cas après l'expiration de la période des pouvoirs spéciaux (1).

III. Dans le cas des trois banques déclarées en faillite entre 1976 et 1979, l'I.R.G. a, selon l'exposé des motifs de l'avant-projet, fait à certains déposants "des avances, garanties ou non, sur leurs créances ou il leur a remboursé tout ou partie de leurs avoirs en se faisant subroger dans leurs droits à l'égard de l'établissement en cause". D'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat, cette façon de faire n'a donné lieu à des contredits d'autres déposants que dans le cas sur lequel l'arrêt du 27 janvier 1981 a statué de manière non encore définitive.

.../...

---

(1) Il existe plusieurs précédents de lois interprétant par voie d'autorité des arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux ou de pouvoirs extraordinaires. Dans les cas où il a adopté des dispositions ayant un tel objet, le législateur s'est reconnu compétent pour les prendre, sans qu'il y ait lieu de vérifier ici si, dans chaque cas, le législateur a exercé ses pouvoirs dans les limites que fixe la notion d'interprétation, laquelle exclut une modification certaine de la portée du texte originel.

Parmi les précédents visés, on peut, par exemple, citer la loi du 14 mars 1960 interprétant et complétant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et modifiant la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, ainsi que la loi du 20 novembre 1974 interprétant l'article 4 de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939 relatif à la création d'un Fonds de dotation destiné à assurer le financement des pensions de guerre, des majorations de rentes de vieillesse et de veuve et des allocations d'orphelins.

Cette circonstance pourrait donner à penser qu'en choisissant la voie de l'interprétation de l'arrêté royal n° 175 plutôt que celle de la modification de celui-ci pour l'avenir, le Gouvernement engagerait le législateur à intervenir dans une action judiciaire en cours afin d'imposer à la Cour de cassation sa propre interprétation d'une disposition sur la portée de laquelle la juridiction suprême n'a pas eu à se prononcer jusqu'ici.

Il ressort, toutefois, de l'exposé des motifs de l'avant-projet ainsi que des renseignements fournis au Conseil d'Etat que le souci du Gouvernement est de soustraire à toute contestation future les mesures que l'I.R.G. pourrait être amené à prendre en faveur de banques ou des déposants de celles-ci avant même le vote d'une loi modificative éventuelle de l'arrêté royal n° 175, mesures qui, dans la conjoncture actuelle, pourraient se révéler nécessaires à tout moment et de manière urgente : c'est ce souci, lié à "la confiance de l'épargne dans les dépôts effectués en Belgique dans la monnaie nationale", qui l'a contraint à choisir le procédé de la loi interprétative.

Il appartiendra naturellement aux Chambres législatives d'apprécier le bien-fondé de cette justification.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Le texte suivant est proposé :

"Projet de loi interprétative des articles 1er et 4 de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescompte et de Garantie".

Arrêté royal de présentation.

Cet arrêté fait défaut.

Le texte suivant est proposé :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.-

...".

Article unique.

Il serait plus correct d'écrire, dans le texte français :

" ... au bénéfice de l'ensemble des déposants ou des détenteurs d'obligations ou de bons de caisses, ou de certaines catégories d'entre eux, afin de pallier ...".

.../...

SIGNATURES.

Le projet doit être signé par le Roi et contresigné par le Ministre des Finances.

Doel van het aan de Raad van State, afdeling wetgeving, voorgelegde voorontwerp van wet is artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr 175 van 13 juni 1935 houdende oprichting van het herdiscontering- en waarborginstituut in dier voege te doen uitleggen "dat het aan het Instituut de mogelijkheid geeft om op te treden ten voordele van de gezamenlijke of van bepaalde categorieën deponenten, of houders van obligaties of kasbons, ten einde geheel of ten dele de gevolgen van het in gebreke blijven van een bank of een privé-spaarkas te verhelpen".

De memorie van toelichting verheelt niet dat het voorontwerp te maken heeft met een "recente gerechtelijke beslissing ... waardoor in twijfel kwam te staan of het Instituut ertoe gerechtigd was om op te treden ten gunste van deponenten". Ze wijst op de dringende noodzaak de uit die beslissing ontstane onzekerheid "met alle risico's van wantrouwen die eraan zijn verbonden", te doen ophouden. "Het is evenmin mogelijk", vervolgt de memorie van toelichting, "dat het optreden van het Instituut zou verlamd worden want niets sluit uit dat zijn tussenkomst niet opnieuw noodzakelijk zou kunnen blijken.

De onderstaande bijzonderheden blijken uit hetgeen verder aan de Raad van State is medegedeeld.

1. De rechterlijke uitspraak waar de memorie van toelichting op zinspeelt is een arrest van het Hof van beroep van Brussel d.d. 27 januari 1981, gewezen op andersluidend advies van het openbaar ministerie.

.../...

2. Dat arrest is eerst onlangs ter kennis gebracht zodat de termijn waarbinnen het H.W.I. cassatieberoep kan instellen (Gerechtelijk Wetboek, artikel 1073) nog loopt.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. In de memorie van toelichting bij de wet van 7 juli 1865 die de artikelen 23, 24 en 25 van de wet van 4 augustus 1832 betreffende de rechterlijke organisatie opheft en door nieuwe bepalingen vervangt, (1) staat te lezen :

> "Le remède extrême de l'interprétation par le pouvoir législatif sera désormais réservé pour le cas où l'obscurité de la loi sera bien reconnue, où le dissentiment entre la Cour de cassation, d'une part, et les cours et tribunaux d'autre part, portera sur un point d'une gravité telle,qu'il conviendra de le faire cesser de suite; et, dans ce cas encore, le pouvoir législatif doit rester libre de déclarer le sens de la loi ou de déclarer qu'il n'y a point lieu à interprétation (2).

De rechtsvraag die gerezen is naar aanleiding van het geschil dat geleid heeft tot het arrest van het Hof van beroep van Brussel d.d. 27 januari 1981 is weliswaar tot hiertoe - en dat is een omstandigheid waarover verderop een opmerking zal te maken zijn (III) - niet voorgelegd aan het Hof van Cassatie.

.../...

---

(1) Die wet is opgeheven door artikel 1, § 1, 42°, van de bepalingen betreffende de gerechtelijke organisatie vervat in artikel 2 van de bijlage bij het Gerechtelijk Wetboek, dat de voorschriften ervan evenwel geheel heeft overgenomen met enkele bijwerkingen die even ter sprake komen in het Verslag van de Koninklijke Commissaris de H. Charles Van Reepinghen (Senaat, zitting 1963-1964, blz. 357).

(2) Aangehaald door Thonissen "La Constitution belge annotée", tweede druk, artikel 28, nr 161, blz. 116).

De uitlegging die in dat arrest gegeven is aan de artikelen 1 en 4 van het koninklijk besluit nr 175 heeft niettemin ernstige twijfel doen ontstaan omtrent de strekking van die bepalingen, welke door de eerste rechter en ook door het openbaar ministerie vóór het Hof van beroep in de tegenovergestelde zin, dat is op dezelfde manier als in het ontwerp, waren geïnterpreteerd (1).

Dat de gevolgen van de in het arrest gehuldigde stelling ernstig zijn valt anderzijds niet te ontkennen.

Er is dus in beginsel stof voor authentieke uitlegging door de wetgever van de artikelen 1 en 4 van het koninklijk besluit nr 175, op grond van artikel 28 van de Grondwet.

II. In zijn advies over het ontwerp van bijzondere gewest- en gemeenschapswet heeft de Raad van State in verband met het recht van interpretatie dat artikel 16 van dat ontwerp de Gemeenschaps- en Gewestraden bedoelde op te dragen, de volgende opmerking gemaakt :

> "Een zodanig recht van interpretatie heeft de Grondwet alleen aan de nationale wetgever met betrekking tot de door hem uitgevaardigde wetten gegeven" (2).

.../...

---

(1) Dit is het type-geval uit de rechtsleer : "L'attention du législateur sera le plus souvent appelée sur pareil texte par un procès qui aura mis en évidence (le) caractère douteux ou équivoque de la loi à interpréter" (Errera, Traité de droit public belge, n° 76, p. 121).

(2) Senaat B.Z. 1979, gedr. st. nr 261/1, bijlage I, blz. 17.

De Regering heeft dat bezwaar weggewuifd met de overweging :

> "Dit is slechts een toepassing van het Latijnse adagium "ejus est interpretari cujus est condere". Dit adagium wordt trouwens bevestigd door twee arresten van het Hof van cassatie, het ene van 14 maart 1946 (Pas. 1946, I, 104) en het andere van 10 januari 1949 (Pas. 1949, I, 21). Volgens het eerste van deze arresten heeft de uitvoerende macht de bevoegdheid haar besluiten te interpreteren, en volgens het tweede kan de Koning een verplichte interpretatie geven aan zijn besluiten die kracht van wet hebben" (1).

Op de strekking van de aangehaalde arresten - het tweede arrest heeft in ieder geval niets te maken met de uitlegging van een reglementair besluit - hoeft niet nader te worden ingegaan. Uit de geciteerde passus onthoude men dit : evenals voor de Raad van State is ook voor de Regering - en voor de Grondwetgever, want deze heeft met de artikel 28, tweede lid, geworden grondwetgevende beschikking van 17 juli 1980 erkent dat de bevoegdheid om decreten uit te leggen bij de decreetgever berust - één van de verantwoordingsgronden voor de interpretatiebevoegdheid hierin gelegen dat degene die de tekst gemaakt heeft de best en misschien zelfs de enig bekwame is om

.../...

---

(1) Senaat B.Z. 1979, gedr. st. nr 261/1, blz. 11.

hem ook uit te leggen (1).

De vraag rijst dus of het wel in overeenstemming met artikel 28 van de Grondwet kan worden geacht dat de wetgever een handeling van de uitvoerende macht gaat uitleggen, inzonderheid als die handeling, zoals hier het geval is, vastgesteld is op grond van aan de Koning verleende bijzondere machten.

Aan de beantwoording van die vraag moet een drieledige gedachtengang ten grondslag liggen :

a) De wetgevende macht kan tot uitoefening komen in welke aangelegenheid ook, behalve in een aangelegenheid die de Grondwet voor de andere machten heeft weggelegd (2).

.../...

---

(1) Er zij toch wel opgemerkt dat de Regering slechts alleenstaande arresten aanhaalt. In de rechtsliteratuur en in de rechtspraak overheerst de stelling dat, als de tekst uitgaat van een overheid wier handelingen onderworpen zijn aan 's rechters wettigheidstoetsing (Grondwet, artikel 107), een beroep op authentieke uitlegging van die handeling in beginsel uitgesloten is, want dit zou een beperking leggen op de bevoegdheid van de rechter (men zie onder meer PANDECTES BELGES, V°, Interprétation des actes administratifs; Cass. 21 december 1850, Pas. 1851, I, 278;-Cass. 28 januari 1867, Pas. 1867, I, 211; -Cass. 21 februari 1870, Pas. 1870, I, 249;-Cass. 3 maart 1977, en vooral de conclusies van advocaat-generaal VELU, met de aangehaalde verwijzingen, Pas. 1977, I, 701). In dezen komt de moeilijkheid hieruit voort dat een volmachtenbesluit in ruime mate aan 's rechters toetsing is onttrokken.

(2) Onder wetgevende macht wordt hier zowel de "decreetgevende macht" verstaan als de nationale wetgevende macht; met het hier behandelde geval is echter generlei bevoegdheid van Gemeenschappen of Gewesten gemoeid.

Tot het oprichten van het Herdisconterings- en Waarborgsinstituut was onbetwijfelbaar de wetgever bevoegd, en de Koning zou dat niet hebben gekund was er niet de machtiging geweest die vervat lag in de wet van 31 juli 1934 waarbij aan de Koning sommige machten worden toegekend met het oog op het economisch en financieel herstel en de verlaging van de openbare lasten, gewijzigd en verlengd bij de wetten van 7 december 1934, 15 maart 1935 en 30 maart 1935.

Sedert de machten die de Koning krachtens de laatstgenoemde wetten bezat vervallen zijn, kan behoudens nieuwe machtiging alleen de wetgever het koninklijk besluit nr 175 wijzigen.

b) Binnen de grenzen gesteld in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden kan de wetgever de wetten die hij aanneemt doen terugwerken. Een wet met zulk een terugwerking heeft ten aanzien van geschillen die bij haar inwerkingtreding nog niet door een rechterlijke beslissing zijn beslecht, in ruime mate dezelfde gevolgen als een interpretatieve wet. De wetgever zou het koninklijk besluit nr 175 dus, in plaats van het uit te leggen, met terugwerking kunnen wijzigen en met deze oplossing is, als de wetgever dat wil, hetzelfde effect te bereiken als met gene (1).

.../...

---

(1) Zie ondermeer Cass. 21 januari 1935, Pas. 1935, I, 122; Cass. 11 december 1953, Pas. 1954, I, 296; Cass. 26 maart 1954, Pas. 1954, I, 633; Cass. 2 januari 1959, Pas. 1959, I, 434; ROUBIER, Le droit transitoire, blz. 287.

c) Hoe ware het te verantwoorden dat er geen beroep op het "remède extrême de l'interprétation" zou kunnen worden gedaan alleen maar omdat het gaat om een bepaling die het kenmerk van een verordening vertoont maar tevens kracht van wet bezit? Dit zou nochtans de consequentie zijn waartoe een letterlijke toepassing van het adagium "ejus est interpretari cujus est condere" zou leiden : de wetgever zou de handeling van de Koning niet kunnen interpreteren en deze zou dat al evenmin vermogen te doen, althans zeker niet na afloop van het tijdvak waarvoor hem bijzondere machten waren verleend (1).

III. In het geval van de drie tussen 1976 en 1979 failliet verklaarde banken heeft het H.W.I. volgens de memorie van toelichting bij het voorontwerp aan sommige deponenten "al dan niet gewaarborgde voorschotten op hun schuldvorderingen toegekend of hun tegoeden volledig of gedeeltelijk terugbetaald met indeplaatsstelling ten opzichte van de betrokken instelling". Naar aan de Raad van State is verklaard heeft die handelwijze alleen in het, door het arrest van 27 januari 1981 overigens nog niet definitief beslechte geschil aanleiding tot tegenspraak gegeven.

.../...

---

(1) Er zijn verscheidene wetten die een authentieke uitlegging geven aan koninklijke besluiten vastgesteld op grond van bijzondere of buitengewone machten. De wetgever heeft zich in de gevallen waarin hij zulke bepalingen heeft aangenomen altijd daartoe bevoegd geacht en er hoeft hier niet te worden nagegaan of hij zijn bevoegdheid in ieder afzonderlijk geval uitgeoefend heeft binnen de grenzen die het begrip uitlegging, dat een stellige wijziging van de strekking van de oorspronkelijke tekst uitsluit, zelf daaraan stelt.

Onder de hierboven bedoelde precedenten zijn bij voorbeeld te noemen : de wet van 14 maart 1960 tot interpretatie en aanvulling van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot wijziging van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, alsook de wet van 20 november 1974 tot interpretatie van artikel 4 van het koninklijk besluit nr 16 van 22 juli 1939 betreffende de oprichting van een Dotatiefonds tot financiering van de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerentetoelagen en de wezentoelagen.

Die omstandigheid kan de gedachte wekken dat de Regering, als zij uitlegging van het koninklijk besluit nr 175 verkiest boven wijziging van dat besluit voor de toekomst, de wetgever zou aanzetten tot ingrijpen in een lopend rechtsgeding met het doel het Hof van Cassatie haar eigen interpretatie op te dringen van een bepaling over de strekking waarvan het opperste gerechtshof zich tot nog toe niet uit te spreken heeft gehad.

Uit de memorie van toelichting bij het voorontwerp en ook uit de aan de Raad van State, verstrekte inlichtingen blijkt evenwel dat het er de Regering om te doen is, de maatregelen die het H.W.I. zou te treffen hebben ten voordele van bepaalde banken of van dezer deponenten, in de toekomst voor iedere betwisting te behoeden, nog voordat er eventueel een wet komt die het koninklijk besluit nr 175 wijzigt; die maatregelen kunnen immers in de huidige conjunctuurstand op ieder ogenblik dringend noodzakelijk blijken. Van uit die bezorgdheid, die mede te maken heeft met "het vertrouwen van het spaarwezen in deposito's in België en in de nationale munt belegd" is het dat de Regering zich genoodzaakt heeft gezien voor een interpretatieve wet te kiezen.

Het zal uiteraard zaak van de Wetgevende Kamers zijn, die verantwoording op haar gegrondheid te beoordelen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Ontwerp van wet tot interpretatie van de artikelen 1 en 4 van het koninklijk besluit nr 175 van 13 juni 1935 houdende oprichting van een Herdiscontering- en Waarborginstituut".

Indieningsbesluit.

Er is geen indieningsbesluit.

De volgende tekst wordt in overweging gegeven !

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen ...

Op voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.-

...".

Het enig artikel.

Correcter ware in de Franse tekst :

"... au bénéfice de l'ensemble des déposants ou des détenteurs d'obligations ou de bons de caisses, ou de certaines catégories d'entre eux, afin de pallier ...".

.../...

ONDERTEKENING.

Het ontwerp moet door de Koning getekend en door de Minister van Financiën medeondertekend worden.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.